

SÉCURITÉ OU DÉVELOPPEMENT ? : Un dilemme budgétaire dans le contexte des élections de 2024 et de la pression internationale.

SECURITY OR DEVELOPMENT? A Budgetary Dilemma in the Context of the 2024 Elections and International Pressure.

Etienne Fakaba SISSOKO

Enseignant-Chercheur

Université des Sciences Sociales et de Gestion du Mali (USSGB)

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)

Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales (CRAPES)

etienne@crapes.net

Laya GUINDO

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG)

Université des Sciences Sociales et de Gestion (USSGB)

layaamadou@yahoo.fr

Madiouma KONE

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG)

Université des Sciences Sociales et de Gestion (USSGB)

madiou0112k@yahoo.com

Alassane Lamine TRAORE

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG)

Université des Sciences Sociales et de Gestion (USSGB)

traorekconsulting@gmail.com

Date de soumission : 24/11/2023

Date d'acceptation : 03/01/2024

Pour citer cet article :

SISSOKO, E.F. & AL (2024) « SÉCURITÉ OU DÉVELOPPEMENT ? : Un dilemme budgétaire dans le contexte des élections de 2024 et de la pression internationale.. », «Revue Française d'Économie et de Gestion, Volume 5 : Numéro 1.» pp : 273 – 296.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette étude analyse en profondeur le budget 2024 du Mali, confronté à des défis sécuritaires et des besoins en développement, en se focalisant sur la capacité de ce budget à rationaliser les dépenses de l'État et à équilibrer les dépenses de sécurité avec les investissements en développement socio-économique. Couvrant 2019-2024, elle utilise des méthodes quantitatives et qualitatives, dont des régressions linéaires et des entretiens avec 24 officiers militaires. L'analyse révèle une augmentation des dépenses de défense et de sécurité, sans amélioration proportionnelle des indicateurs de sécurité. Une corrélation modérée, mais statistiquement non significative, est observée entre les dépenses sécuritaires et les taux de mortalité liés aux conflits. Les entretiens mettent en évidence la perception d'un besoin accru en dépenses de sécurité, malgré une efficacité à long terme incertaine. L'étude souligne ainsi l'importance d'une gestion budgétaire équilibrée, intégrant les dépenses de sécurité et les investissements en développement socio-économique, pour favoriser une croissance et une stabilité durables au Mali.

Mots-clés: Budget ; Mali ; Développement ; Défense ; Rationalisation.

Abstract

This study provides an in-depth analysis of Mali's 2024 budget amidst security challenges and developmental needs, focusing on the budget's ability to rationalize state expenditures and balance security spending with socio-economic development investments. Covering the period from 2019-2024, it employs quantitative and qualitative methods, including linear regressions and interviews with 24 military officers. The analysis reveals a significant increase in defense and security spending, without a corresponding improvement in security indicators. A moderate, yet statistically insignificant correlation is found between security expenditures and conflict-related mortality rates. Interviews highlight the perceived necessity for increased security spending, despite its uncertain long-term effectiveness. The study underscores the importance of balanced budget management, integrating both security expenses and socio-economic development investments, to promote sustainable growth and stability in Mali.

Keywords: Budget ; Mali; Development; Defense ; Rationalization .

Introduction

Dans cet article, nous explorons le budget 2024 du Mali, une nation confrontée à d'énormes défis tant internes qu'externes. La périodicité des crises économiques, comme le souligne le FMI (2007), a marqué l'évolution du Mali, qui a vu son PIB fluctuer significativement au cours des dernières décennies, notamment en raison de crises sécuritaires, de la pandémie de COVID-19, et de sanctions économiques (PLF, 2024). Ces événements ont révélé la vulnérabilité de l'économie malienne et ont souligné l'importance cruciale d'une gestion budgétaire stratégique et prudente (Sissoko. E.F., 2023).

L'adoption du budget programme en 2018 a marqué une étape importante dans la gestion financière du Mali, visant à accroître l'efficacité et la transparence des finances publiques (Sidibe & Thera, 2021). Cependant, les défis sécuritaires et humanitaires internes, ainsi que les répercussions des crises sanitaires et économiques mondiales, ont continué d'exercer une pression sur les ressources financières limitées du pays (FMI, 2021). Dans ce contexte, la gestion du budget 2024 se révèle être un jalon crucial, reflétant les priorités gouvernementales et incarnant la vision à long terme du Mali dans un équilibre délicat entre sécurité et développement.

Ce travail se propose d'analyser en profondeur le budget 2024 du Mali, en se concentrant sur la gestion des finances publiques face à des défis multiples. Nous nous interrogeons notamment sur la capacité du budget 2024 à traduire une réelle rationalisation des dépenses de l'État, et à équilibrer les dépenses de sécurité avec les investissements en développement socio-économique, tout en tenant compte des influences et pressions externes (Banque Mondiale, 2023 ; FMI, 2022).

Cet article explore également la problématique suivante : ***dans quelle mesure le budget 2024 du Mali reflète-t-il une réduction effective du train de vie de l'État, tout en incarnant un équilibre stratégique entre les besoins sécuritaires urgents et les exigences de développement à long terme ? Cette question est essentielle pour comprendre l'impact des décisions budgétaires sur la trajectoire économique et sociale du Mali dans un contexte complexe.***

Le plan de cet article se décline comme suit : après avoir établi le contexte général et les défis auxquels fait face le Mali, nous examinerons en détail la structure et les allocations du budget 2024, en mettant l'accent sur les réformes institutionnelles et leurs impacts sur la structure budgétaire. Nous analyserons ensuite les enjeux économiques et politiques qui influencent le budget, avant de nous pencher sur le dilemme entre sécurité et développement. Enfin, nous

concluons en évaluant les implications et les perspectives de ce budget dans le contexte global et régional actuel.

1. Contexte Économique et Politique du Mali

Le Mali, en cette fin d'année 2023, est confronté à une conjoncture économique et politique complexe, marquée par des défis internes et externes considérables et une balance délicate entre les impératifs de sécurité et les exigences de développement.

Sur le plan macroéconomique, le Mali a démontré une capacité de résilience remarquable, notamment dans la gestion des conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 et des répercussions de la crise russo-ukrainienne. Ces défis mondiaux, caractérisés par une hausse des prix et un ralentissement de la production, ont impacté négativement l'économie malienne, entraînant une inflation record (9,7% en 2022) et un accroissement du déficit de la balance courante (BM, 2023). Malgré cela, le Mali a maintenu une croissance économique modérée, principalement portée par les secteurs primaire et tertiaire qui ont ensemble constitué une part significative du PIB entre 2020 et 2022 (PLF, 2024). L'approche expansionniste adoptée face aux défis sécuritaires a toutefois entraîné un déficit budgétaire d'environ 5% du PIB, tout en maintenant le ratio dette/PIB sous le seuil critique de l'UEMOA. (50,4%, norme = 70%), indiquant une gestion prudente des risques budgétaires et macroéconomiques (DGDP, 2023).

Politiquement, le Mali se situe à une intersection cruciale. D'une part, le gouvernement affirme que des améliorations dans le climat des affaires et la sécurité sont perceptibles, en partie grâce à la montée en puissance des Forces Armées Maliennes (Discours du Président de la Transition, 22 septembre 2023), d'autre part, des incertitudes politiques planent, en particulier concernant l'organisation des élections de 2024, censé mettre un terme à une transition de plus de trois ans. La situation politique est exacerbée par le report répété des élections, alimentant les tensions internes et les inquiétudes internationales. Les engagements pris auprès de la CEDEAO sur le respect du délai de la transition sont fondamentaux, et leur non-respect expose le Mali à des sanctions potentiellement sévères (Sissoko, E.F., 2023). Dans un contexte régional agité, marqué par des instabilités politiques, comme les récents coups d'État au Burkina Faso et au Niger, la CEDEAO pourrait adopter une position plus ferme envers le Mali, avec des conséquences importantes sur l'économie et la stabilité politique (CEDEAO., 2023).

Les sanctions économiques antérieures, notamment celles de 2022 infligées par la CEDEAO et l'UEMOA, ont déjà eu des effets néfastes sur l'économie malienne, en particulier surtout sur le marché des obligations. Le pays, qui doit sa résilience en grande partie à son accès aux marchés financiers pour maintenir le paiement des salaires et les dépenses liées à la guerre de

reconquête, pourrait voir ses options de financement se restreindre davantage en cas de nouvelles sanctions (Sissoko, E. F., 2023). La gestion prudente des risques budgétaires et macroéconomiques devient donc primordiale pour le Mali, dans un contexte où chaque décision financière a des implications profondes sur l'économie et la société.

Le Mali, en 2024, naviguera dans un environnement économique et politique complexe, nécessitant des stratégies équilibrées pour garantir la stabilité et le développement. La période actuelle offre une opportunité pour le Mali d'implémenter des réformes structurelles visant à renforcer la résilience économique à long terme, tout en gérant les défis sécuritaires et diplomatiques auxquels il est confronté.

2. Revue de littérature

La recherche actuelle sur les économies africaines, et plus spécifiquement sur le Mali, met l'accent sur les défis de la gestion de la dette, l'impact des crises politiques, et les implications des choix budgétaires en matière de défense et de développement (Smith & Musa, 2022). Les travaux de AUGÉ Axel, « Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique subsaharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire », et sur l'économie de la défense en Afrique de l'Ouest et ceux de Kouassi & Dossou (2023), Diallo. S.S., (2022) sur la gouvernance et la transparence budgétaire offrent des perspectives essentielles sur les enjeux financiers et sécuritaires auxquels le Mali est confronté.

Plusieurs modèles théoriques et empiriques éclairent l'analyse du budget malien. La théorie de la rationalisation des dépenses publiques (Alesina & Perotti, 1997) et les études sur la soutenabilité de la dette publique (Barro, 1989) fournissent un cadre théorique adéquat pour comprendre l'impact des politiques budgétaires sur la stabilité macroéconomique. Les recherches de Mankiw, Romer et Weil (1992), qui étudient l'importance de l'investissement dans le capital humain, sont complétées par celles de Kaufmann, Kraay & Mastruzzi (2009) sur la bonne gouvernance éclairant sur la nécessité d'une gestion budgétaire équilibrée et transparente.

Toutefois, il existe des lacunes dans la littérature, notamment en ce qui concerne l'analyse spécifique des budgets de défense dans des contextes post-conflit ou en transition comme celui du Mali. Bien que les travaux existants offrent des aperçus sur les implications des dépenses de défense (Smith, 1980; Williams, 2005; Brown, 2010), il manque souvent une analyse détaillée des impacts de ces dépenses sur les aspects socio-économiques dans des contextes politiquement et économiquement instables. De plus, les études tendent à se concentrer sur des

cas globaux ou régionaux, laissant un manque de recherches spécifiquement axées sur le Mali post-conflit et ses dynamiques uniques.

Cette étude apporte une contribution significative à la littérature en analysant minutieusement le budget 2024 du Mali, se distinguant par son focus sur les défis spécifiques du Mali en transition. Elle allie théories économiques et observations du contexte pour décrypter les relations entre dépenses de défense, développement et stabilité macroéconomique, enrichissant ainsi les connaissances sur la politique budgétaire dans les pays en développement et en transition.

3. Méthodologie

Cette étude emploie une méthodologie multidimensionnelle pour scruter le dilemme budgétaire du Mali en 2024, visant à saisir l'équilibre entre les dépenses sécuritaires et les investissements en développement. Nous utilisons une combinaison d'approches quantitatives et qualitatives pour enrichir notre analyse. Sur le plan quantitatif, nous exploitons les données issues des Lois de Finances du Mali, complétées par les rapports de la Banque Mondiale et du FMI, ainsi que des rapports d'exécution budgétaire, pour évaluer les variations des allocations et leurs justifications (FMI, 2023).

Notre analyse qualitative, quant à elle, repose sur des entretiens approfondis menés avec une diversité d'acteurs sécuritaires maliens, englobant 5 officiers de l'armée, 5 de la garde nationale, 5 de la gendarmerie nationale, 3 de la protection civile, 3 de la police nationale militarisée, et 3 de la garde pénitentiaire (24 au total). Ces entretiens fournissent des perspectives nuancées sur la répartition budgétaire et ses implications sur le terrain. En complément, des analyses de contenu provenant de sources diverses, telles que les think tanks et les médias, offrent un aperçu additionnel du contexte politique et économique malien, spécialement en perspective des élections de 2024 et des influences internationales (International Crisis Group, 2023).

Pour l'analyse quantitative, nous adoptons la méthode de régression linéaire, en utilisant la bibliothèque Statsmodels de Python, pour évaluer la relation entre les dépenses en matière de défense et celles de sécurité du Mali, et l'évolution de la situation sécuritaire dans le pays. Cette approche s'aligne sur les méthodologies décrites par James et al. (2013) et Wooldridge (2015). Nous analysons les données couvrant les pourcentages du budget national alloués à la défense et à la sécurité de 2019 à 2023, en parallèle avec les nombres totaux de morts et d'incidents sécuritaires pour la même période, extraits de la base de données de suivi des incidents sécuritaires de Malilink (2023) et des rapports budgétaires officiels du Mali.

Cette méthodologie, tout en apportant des éclairages quantitatifs sur les relations entre les allocations budgétaires en défense et sécurité et les indicateurs sécuritaires au Mali, reconnaît les limites imposées par la brièveté de la période étudiée et le nombre restreint d'observations. La période sélectionnée, bien que courte, est stratégiquement pertinente car elle coïncide avec la période de transition que nous souhaitons étudier, et une augmentation exponentielle des budgets de défense et de sécurité, marquée également par le coup d'État du 18 août 2020¹.

4. Hypothèse de Recherche

Dans cette étude, nos hypothèses suggèrent que la rationalisation des dépenses de l'État pourrait améliorer l'allocation des ressources et renforcer la gouvernance économique (*H1*), et que les dépenses accrues en défense et sécurité pourraient stimuler le développement économique et social, assurant la stabilité nécessaire pour la croissance (*H2*). Nous postulons également que des économies supplémentaires dans le budget pourraient permettre de réallouer des fonds vers des investissements de développement essentiels (*H3*), et que le budget offrirait une soutenabilité à long terme en équilibrant les besoins en sécurité avec le développement (*H4*).

5. Analyse historique des budgets du Mali

Depuis son indépendance en 1960, le Mali a connu une évolution remarquable dans sa gestion budgétaire, reflétant les dynamiques changeantes de son économie et de sa politique. Initialement, dans la période post-indépendance (1960-1979), le Mali s'est concentré sur l'établissement de l'État-nation, développant les infrastructures de base et l'éducation, tout en dépendant fortement de l'aide étrangère, notamment française (BM, 2000). Cette phase a été marquée par un investissement substantiel dans les secteurs sociaux, facilité par le soutien extérieur.

Durant les années de réformes (1980-1999), le pays a fait face à des défis économiques majeurs, comme la sécheresse et la chute des prix des matières premières. Ces défis ont contraint le Mali à réorienter ses priorités budgétaires. Sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale, des réformes structurelles ont été initiées, axées sur l'amélioration des secteurs de l'agriculture, et des services sociaux de bases comme la santé et de l'éducation (FMI, 1995). Ces réformes visaient à diversifier l'économie et à renforcer les fondations pour un développement durable. L'entrée dans le nouveau millénaire (2000-2010) a été une période de croissance économique pour le Mali, stimulée par l'augmentation des prix de l'or et du coton. Cette période a vu une

¹ Il convient ici de préciser que la faible allocation de ressources budgétaires aux dépenses de défenses et de sécurité, a été la principale raison évoquée par les militaires pour justifier le coup d'État du 18 août 2020. Une injustice qu'ils entendaient corriger.

augmentation notable des investissements dans les infrastructures et le secteur social, reflétant la prospérité économique du pays. L'annulation partielle de la dette malienne par le Club de Paris en 2003 a offert une marge de manœuvre supplémentaire pour les investissements publics (Club de Paris, 2003).

Cependant, de 2011 à 2020, le Mali a été confronté à des crises majeures, en particulier la crise sécuritaire dans le nord du pays. Ces crises ont entraîné une restructuration des budgets nationaux, avec un accent accru sur la sécurité, le développement socio-économique et la consolidation de la paix, bénéficiant d'un soutien international renforcé (Banque Mondiale, 2018). Cette période a été marquée par une augmentation des dépenses de défense et de sécurité, en réponse aux menaces internes et externes croissantes.

La transition vers le budget programme en 2018 a marqué une étape importante dans la gestion budgétaire du Mali. Cette réforme visait à améliorer l'efficacité et la transparence de la gestion des finances publiques, en alignant les dépenses sur les résultats et les objectifs stratégiques (MEF, 2021). Cette transition a également permis une meilleure adaptation des budgets aux réalités et aux exigences changeantes du pays.

Les crises successives, notamment les coups d'État, la pandémie de COVID-19 et les tensions avec les groupes armés, ont eu un impact profond sur la structure budgétaire du Mali. Ces événements ont non seulement mis à l'épreuve la trajectoire de croissance économique, mais ont également souligné la vulnérabilité de l'économie malienne (FMI, 2021). Ces crises ont conduit à des ajustements budgétaires, souvent au détriment des investissements dans les programmes budgétaires clés comme dans les services sociaux de bases (éducation et la santé), mais aussi la protection sociale et ont accru la dépendance aux dépenses de défense et de sécurité (Sissoko. E.F, 2023).

L'histoire budgétaire du Mali post-indépendance démontre une transition de la dépendance à l'aide étrangère vers une approche plus autonome et diversifiée, cherchant à équilibrer les exigences de sécurité avec les impératifs de développement socio-économique. L'évolution des budgets reflète une adaptation continue aux défis politiques et économiques, avec une transition importante vers une gestion budgétaire axée sur les programmes et les résultats. Toutefois, les crises successives, crises sécuritaires, Coups d'États à répétition, ont fortement influencé la structure budgétaire, nécessitant une gestion prudente et stratégique pour naviguer dans un contexte complexe et en constante évolution.

6. Analyse du Budget 2024

6.1. Allocation budgétaire et priorités gouvernementales

Le budget prévisionnel du Mali pour 2024, s'élevant à 3 070 740 433 000 FCFA en dépenses, incarne les ambitions du gouvernement de transition, manifestant une volonté de répondre aux impératifs contradictoires en matière de développement socio-économique et de sécurité. Toutefois, l'attribution de 1 057 852 486 000 FCFA aux dépenses de personnel, tout en étant indicative d'une certaine priorisation de l'appareil étatique, soulève des questions sur la pérennité de telles dépenses face aux défis de développement plus larges du pays.

L'allocation de 223 049 000 000 FCFA pour le service de la dette indique une prise de conscience de l'impératif d'une gestion de la dette prudente ; néanmoins, ce montant est-il durable ou préfigure-t-il d'un fardeau financier futur insoutenable ? Les investissements conséquents dans les biens et services et les transferts courants suggèrent une orientation vers une amélioration des services publics et un renforcement des filets sociaux. Cependant, une réduction notable des dépenses en capital à 715 722 615 000 FCFA pourrait indiquer un manque de vision à long terme pour l'infrastructure et le développement, pouvant être interprétée comme une démarche d'austérité myope ou une tentative d'optimisation des ressources dans une période d'incertitude économique.

Tableau 1 : Répartition des dépenses budgétaires pour 2024

NATURE DES DEPENSES	Montant en FCFA	
	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2023	INITIALES 2024
Dépenses ordinaires	2 323 733 921 000	2 355 017 818 000
Dépenses de personnel	996 206 328 000	1 057 852 486 000
Charges financières de la dette	199 902 000 000	223 049 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et services	649 588 464 000	531 057 472 000
Dépenses de transfert courant	366 868 821 000	431 890 552 000
Dépenses en atténuation de recettes	111 168 308 000	111 168 308 000
Dépenses en capital	670 736 299 000	715 722 615 000
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	670 736 299 000	715 722 615 000
Dépenses de transfert en capital	0	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	2 994 470 220 000	3 070 740 433 000

Source : Projet de Loi des Finances, 2024

Les efforts pour sécuriser le territoire et mener à bien les élections générales, bien que nécessaires, ne devraient pas omettre le coût d'opportunité lié à l'augmentation des dépenses

sécuritaires aux dépens des services socioéconomiques. La persistance de l'impunité, de la corruption, de la mauvaise gouvernance, mine le renforcement de l'état de droit, et souligne le fossé entre les intentions de réformes et leur mise en œuvre effective.

Enfin, la réussite des objectifs du budget 2024 repose sur un équilibre précaire, conditionné par la capacité du gouvernement à concilier discipline fiscale et nécessité de réformes. La restauration de la confiance avec les partenaires internationaux est cruciale, mais les actions du gouvernement doivent passer d'une gestion réactive à une approche proactive et stratégique pour véritablement impacter le développement économique et social du Mali. Sans une réelle réforme structurelle et une gestion budgétaire transparente, les initiatives actuelles risquent de n'être que des mesures palliatives face aux défis systémiques du Mali.

6.2. Disproportion budgétaire et son impact

Une analyse critique des chiffres prévisionnels du budget 2024 du Mali révèle que les dépenses de fonctionnement (2.355.017.818.000 FCFA) surpassent largement les dépenses d'investissement (715.722.615.000 FCFA). En effet, les dépenses de fonctionnement du Mali pour l'année 2024 représentent approximativement 76.69% du budget total, tandis que les dépenses d'investissement constituent environ 23.31%.

Cette situation, où les dépenses courantes excèdent les dépenses en capital, peut être interprétée à la lumière de plusieurs théories économiques et pratiques de gestion financière publique.

D'une part, un niveau élevé de dépenses de fonctionnement reflète un fardeau substantiel lié aux salaires et à l'entretien de l'administration publique, souvent considéré comme un obstacle à l'efficacité économique. En effet, la théorie économique postule que des dépenses d'investissement plus élevées sont associées à une croissance à long terme, tandis que des dépenses de fonctionnement élevées peuvent indiquer une inefficacité et une allocation suboptimale des ressources (Barro, 1990; Aschauer, 1989). Ainsi, le Mali pourrait être confronté à des coûts d'opportunité où les fonds consacrés aux dépenses courantes ne sont pas investis dans des projets de développement qui génèreraient de la croissance et de l'emploi.

Cette disproportion suggère aussi un déséquilibre structurel dans le budget, où les dépenses à court terme prennent le pas sur les investissements stratégiques nécessaires à une transformation économique durable (Alesina et Perotti, 1997). Un budget axé sur les dépenses de fonctionnement limite la capacité d'un gouvernement à financer des infrastructures et des projets qui stimulent le développement économique (Solow, 1956).

La situation actuelle au Mali est d'autant plus préoccupante que le pays est engagé dans une dynamique de reconstruction et de stabilisation post-conflit. Selon le FMI (2007), les pays en

post-conflit doivent prioriser les dépenses d'investissement pour reconstruire les infrastructures essentielles, rétablir les services sociaux de base et relancer l'économie. Or, le budget malien de 2024 semble ne pas pleinement adhérer à cette recommandation, ce qui pourrait compromettre la reprise économique et la réduction de la pauvreté (Collier, 1999).

De plus, des dépenses de fonctionnement élevées peuvent entraîner une rigidité budgétaire qui limite la capacité de réaction du gouvernement face aux chocs économiques et aux besoins imprévus (Heller, 2005). Cette rigidité peut entraver la capacité du Mali à répondre de manière flexible et proactive aux défis futurs.

Bien que des dépenses de fonctionnement élevées puissent être nécessaires pour maintenir les opérations de l'État, leur prédominance sur les dépenses d'investissement dans le budget 2024 du Mali soulève des préoccupations en termes de croissance économique future et de développement durable. Il devient donc important pour le Mali d'adopter une stratégie budgétaire qui favorise un meilleur équilibre entre les dépenses courantes et les investissements, conformément aux principes de la théorie économique et des meilleures pratiques en matière de gestion financière publique (FMI, 2023 ; Banque Mondiale, 2023).

6.3. Réformes structurelles et leurs implications dans le budget 2024

La restructuration institutionnelle du Mali, caractérisée par la scission et la création de nouveaux départements branches ministériels, peut être perçue comme une tentative de spécialisation pour renforcer l'efficacité sectorielle. Toutefois, cet élargissement suscite des interrogations sur son impact réel sur la performance administrative et les coûts supplémentaires induits. En observant les dotations budgétaires pour 2024, une augmentation marginale est notée dans les services socioéconomiques de base (l'éducation et la santé), passant de 225,834 milliards de FCFA à 220,467 milliards de FCFA (Projet de Loi de Finances, 2024), ce qui laisse place à une interrogation sur la rigueur de la gestion des dépenses non programmées et l'engagement envers la politique de rationalisation des ressources publiques.

La structure budgétaire mise à jour, englobant 139 programmes, 328 actions, 473 objectifs et 1177 indicateurs (PLF, 2024), vise une transparence accrue et une meilleure traçabilité de l'exécution budgétaire, suggérant une gouvernance attentive au contrôle des processus. Cependant, la complexité résultante de cette architecture budgétaire soulève des questions sur l'amélioration effective de la gouvernance et la potentialité d'une bureaucratie accrue.

L'établissement d'une réserve de gestion, anticipant les fluctuations économiques, et la réduction légère du déficit budgétaire, de 2023 à 2024, témoignent d'une gestion

gouvernementale prévoyante et prudente, mais l'avenir dira si ces stratégies seront suffisantes pour surmonter les incertitudes économiques persistantes.

Face aux défis de la gestion des nouvelles structures administratives et à la réduction des recettes des Comptes Spéciaux du Trésor, une attention constante et une flexibilité stratégique sont requises pour une utilisation efficace des ressources et l'atteinte des objectifs stratégiques. Le budget de 2024, malgré ses progrès, demeure soumis à d'importantes préoccupations concernant la soutenabilité de la dette, la productivité des dépenses et la pérennité des réformes structurelles. Une stratégie économique et budgétaire forte et durable est nécessaire pour stimuler la croissance immédiate tout en assurant la stabilité et le développement à long terme du Mali.

6.4. Dilemme Sécurité-Développement : Impact des dépenses de sécurité sur la stabilité et le développement socio-économique

Les conflits, tant internes qu'externes, ont un impact profond sur la paix et le développement, causant une perte en vie humaine significative et paralysant le développement économique et politique (ONU, 2023). Les gouvernements, en réponse, ont souvent privilégié les dépenses militaires, ce qui a toujours conduit à un déséquilibre des ressources au détriment d'autres secteurs vitaux comme l'infrastructure (Sissoko. E.F, Dembélé K., 2021). Cette réaffectation des fonds, associée à une baisse des recettes fiscales et à une diminution de l'aide internationale, a des implications économiques considérables (FMI, 2023).

Tableau 2 : Évolution des allocations des dépenses de Défenses et de Sécurité de 2019 à 2024 en Milliards de F CFA

ANNÉE	DÉFENSE	% BGT	SÉCURITÉ	% BUDGET	BGT NATL
2019	277,9	11,60	145,00	6,1	2 387,70
2020	291,7	11,20	160,40	6,2	2 604,60
2021	341,76	11,93	168,07	5,885	2 628,52
2022	316,27	11,51	198,90	7,22	2 605,50
2023	457,224	15,27	354,20	11,83	2 994,47
2024	457,847	14,91	281,62	9,17	3 070,74

Source : Compilation des auteurs

En effet, l'analyse du budget 2024 du Mali met en lumière un dilemme entre les dépenses de sécurité et les investissements dans le développement, reflétant une tendance suivie depuis 2019. Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, le Mali a considérablement augmenté ses

dépenses en défense et sécurité dans le but de stabiliser le pays et de contrer les menaces internes et transfrontalières. Les dépenses de défense absorbent une part importante du budget national, avec une augmentation de 277,9 milliards de FCFA soit 11,60% du budget en 2019 à 457,847 milliards de FCFA soit 14,91% du budget en 2024. Les dépenses de sécurité passent de 145 milliards de FCFA, soit 6,1% à 281,62, soit 9,17% sur la même période. Sur un budget de 3070 milliards, la Défense et la Sécurité représentent à elles seules près de 740 milliards, soit 24,7%, devenant ainsi la deuxième poche budgétaire après les Services généraux de l'Administration Publique (28%).

Pour le gouvernement, ce choix budgétaire est une réponse directe aux défis sécuritaires persistants, notamment les rébellions et la lutte antiterroriste (CM, 2023). Cette augmentation substantielle, bien que répondant à des besoins sécuritaires pressants, ne semble pas s'accompagner d'une amélioration des conditions de sécurité ou d'une diminution des incidents violents.

Cette analyse, effectuée dans le cadre d'une période marquée par des troubles sécuritaires régionaux, notamment avec les coups d'État au Niger et au Burkina Faso, revêt une importance particulière. En effet, les dépenses en défense et sécurité ont été scrutées à l'aune de leur corrélation avec les indicateurs sécuritaires tels que le nombre total de morts civils et militaires ou la réouverture/fermeture des services sociaux de bases (Education, Santé) dans les zones de forte insécurité. L'hypothèse sous-jacente est que l'augmentation des dépenses devrait théoriquement conduire à une amélioration de la sécurité et une réduction des incidents violents. Elle vise à établir si l'augmentation des fonds alloués à la défense et à la sécurité se traduit par une amélioration tangible de la situation sécuritaire.

Tableau 3 : Panoramas des incidents et victimes de l'insécurité au Mali de 2019 à 2023

Victimes depuis an 2019 (Total Mali)						
Année	Morts Civils	Morts Militaires*	Totaux (Civils+Militaires)	Morts Civils	Incidents Militaires	Totaux (Civils+Militaires)
2023	1492	323	1815	752	206	958
2022	2426	375	2801	879	179	1058
2021	885	358	1243	675	180	855
2020	1002	314	1316	275	120	395
2019	1113	374	1487	268	119	387
Somme	6918	1744	8662	2849	804	3653

Source : Extrait de la base de données de Suivi des Incidents sécuritaires de Malilink, 2023

Les régressions ont révélé des tendances intéressantes, sans toutefois parvenir à une significativité statistique, principalement en raison de la taille restreinte de l'échantillon (2019-2023). Les augmentations budgétaires en défense et sécurité n'ont pas été statistiquement associées à une diminution des morts. Plus précisément, une hausse de 1% du budget de la défense correspond à une baisse non significative de 941 morts, tandis qu'une hausse identique dans le budget de la sécurité serait liée à une augmentation non significative de 673 morts. Ces résultats, avec un R-squared de 0.597, indiquent que les dépenses de défense et de sécurité expliquent approximativement 60% de la variance du nombre de morts.

Notre enquête qualitative auprès de 24 officiers et experts de différents corps militaires révèle que 80% des répondants estiment que l'impact positif de l'augmentation des budgets de défense et de sécurité sur la sécurité et le développement socio-économique ne pourrait se manifester qu'à long terme, potentiellement sur une décennie. Par ailleurs, 20% des répondants, lient les maigres résultats en matière de sécurité non pas à l'insuffisance des budgets, mais plutôt à une stratégie inadéquate de la hiérarchie militaire et à une mauvaise répartition des allocations budgétaires au sein des ministères sectoriels.

Nous avons mis ces résultats en perspective avec la situation sécuritaire régionale, et 60% des acteurs militaires de notre échantillon attribuent les résultats mitigés à la dynamique sécuritaire sous-régionale, tandis que 90% de l'échantillon, perçoivent la reprise de Kidal en novembre 2023, comme une victoire stratégique, qui à elle seule, justifierait l'augmentation des budgets de défense et de sécurité observées ces dernières années². Cette perception, que nous appelons « le symbole Kidal », est appuyée par une enquête de la Fondation Friedrich Ebert (février 2023) qui indiquait une baisse du sentiment d'insécurité des populations dans la majorité des régions maliennes à l'exception de Kidal, toutes choses égales par ailleurs qui contraste avec les indicateurs vérifiables sur la situation sécuritaire. Pourtant, l'accent mis sur Kidal, bien que stratégiquement valide aux yeux d'une certaine population, ne devrait pas occulter les besoins de développement socio-économique qui peuvent également contribuer à la stabilité à long terme.

Par ailleurs, cette analyse est corroborée par les données quantitatives qui indiquent que, malgré les investissements accrus dans la sécurité, les indicateurs sociaux comme l'éducation et la santé se sont dégradés, notamment avec la fermeture accrue d'écoles et l'inaccessibilité des services de santé dans les zones en proie à l'insécurité (Mopti, Gao, Ségou, Kidal, Tombouctou,

² Il faut préciser que cette région depuis 2011, n'était plus sous le contrôle de l'État du Mali. Sa reconquête représente tout un symbole pour bons nombres de maliens.

Bandiagara, Douentza, Taoudéni). En effet, dans la région de Mopti, malgré une montée substantielle des budgets de défense et de sécurité depuis 2020, la situation éducative a connu une détérioration notable avec des taux de fermeture des écoles importante (Sissoko. E.F, 2023). Par exemple, en 2019, le nombre d'écoles fermées dans le cercle de Niono, situé dans la région de Ségou, était de 60, contre seulement 20 écoles fermées en 2017. Cela représente une augmentation de 200% en seulement deux ans. Cette escalade est survenue pendant une période d'augmentation des dépenses de sécurité, suggérant que l'investissement accru dans ce domaine n'a pas conduit à une amélioration de la situation sécuritaire ni à la réouverture des écoles (Sissoko. E.F., 2023)..

Il apparaît donc clair que le Mali est à un carrefour critique, où la répartition des ressources entre la défense, la sécurité, et le développement socio-économique doit être attentivement équilibrée. Une stratégie sécuritaire efficace et durable requiert non seulement des investissements militaires mais aussi le soutien aux secteurs clés tels que l'éducation et la santé, essentiels pour la stabilité et la croissance économique.

7. Discussions et Implications des résultats de l'analyse

L'augmentation significative des dépenses de défense et de sécurité au Mali, bien que justifiée par des menaces sécuritaires croissantes, ne s'est pas traduite par une amélioration proportionnelle des indicateurs de sécurité (Dunne et Uye, 2010). Cela suggère une nécessité de revoir les stratégies de dépense en sécurité, potentiellement en incorporant une approche plus holistique qui englobe la prévention des conflits et le développement socio-économique (Smith, 1980).

La focalisation sur les dépenses en personnel souligne l'importance de l'investissement dans les ressources humaines. Toutefois, pour une efficacité optimale, ces investissements doivent être accompagnés de formations adéquates, d'un soutien psychosocial et de meilleures conditions de travail (Williams, 2005). Il en ressort que l'efficacité du personnel de sécurité ne repose pas uniquement sur les chiffres, mais aussi sur la qualité de la formation et du soutien offert.

L'équilibre entre les dépenses militaires et les initiatives de développement est crucial. Les investissements dans des programmes sociaux et économiques peuvent contribuer de manière significative à la stabilité à long terme, en améliorant les conditions de vie et en réduisant les facteurs de conflit (Taylor, 2008). Cette perspective suggère que la sécurité durable ne peut être atteinte par la force militaire seule, mais nécessite également une amélioration des conditions socio-économiques.

La manière dont les ressources sont allouées au sein des budgets de la défense et de la sécurité a un impact direct sur l'efficacité de ces dépenses. Une allocation disproportionnée des fonds vers les dépenses de fonctionnement peut limiter les investissements dans des équipements et infrastructures cruciaux, ce qui peut compromettre la capacité opérationnelle des forces de sécurité (Brown, 2010).

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion budgétaire du Mali face aux défis sécuritaires actuels, il est primordial de considérer la négociation comme une alternative stratégique à l'escalade des dépenses de défense et de sécurité. Cette approche s'appuie sur les théories de Lederach (1997) et Zartman (1989), qui ont démontré que la négociation et la médiation peuvent être des solutions moins coûteuses et plus durables que le recours prolongé à la force militaire. Dans le contexte malien, où les ressources sont limitées et les besoins en développement socio-économique pressants, allouer une partie plus importante du budget à la négociation et à la diplomatie pourrait non seulement réduire les coûts humains et économiques associés aux conflits prolongés, mais aussi favoriser une paix plus stable et inclusive. Cette recommandation s'aligne avec la nécessité d'une gestion budgétaire prudente et stratégique, soulignant l'importance de prioriser les investissements qui soutiennent la résolution pacifique des conflits et la reconstruction à long terme du tissu social et économique du Mali. Ainsi, il est conseillé que le gouvernement malien envisage de rééquilibrer son budget en faveur de la diplomatie et des efforts de médiation, en reconnaissant que ces investissements peuvent contribuer de manière significative à la stabilité et au développement durable du pays.

Dans un contexte régional complexe partagé avec des pays comme le Niger et le Burkina Faso, confrontés à des problèmes de sécurité similaires, la coopération régionale et les stratégies de sécurité transfrontalières avec ces seuls pays soumis aux mêmes handicaps, ne semble pas être la meilleure stratégie. Une approche régionale plus large peut offrir des solutions plus efficaces face aux menaces communes (Union Africaine, 2023).

En synthèse, les résultats de l'analyse budgétaire révèlent la nécessité d'une approche plus intégrée et stratégique en matière de dépenses de sécurité et de défense au Mali. Une politique budgétaire qui tient compte à la fois des impératifs de sécurité immédiats et de la vision à long terme du développement socio-économique s'impose pour garantir à la fois la stabilité et le développement durable du pays.

8. Scénarii pour 2024 , limites et Perspectives

8.1. Scénarii pour 2024

Dans le contexte de notre analyse budgétaire du Mali pour l'année 2024, trois scénarios prospectifs émergent, enracinés dans les objectifs de notre article, les hypothèses posées et les résultats obtenus. Ces scénarios, fondés sur une combinaison d'observations empiriques et de théories économiques établies, envisagent diverses trajectoires pour le Mali face à ses défis sécuritaires et ses impératifs de développement.

8.1.1. Scénario 1 : Continuité et Stabilité Améliorée

Dans un scénario de continuité, le Mali persiste dans sa trajectoire actuelle, où les réformes budgétaires et les efforts de rationalisation des dépenses se matérialisent efficacement. Les dépenses de sécurité, bien qu'élevées, sont optimisées, et la corruption est contenue grâce à un renforcement de l'état de droit et à une meilleure gouvernance (Transparency International, 2023). Les Forces Armées Maliennes (FAMA), renforcées par la formation continue et le recrutement, parviennent à stabiliser les régions les plus touchées par l'insécurité. Le budget de la défense, bien qu'important, se révèle être un investissement judicieux, car il permet une réduction notable des conflits et une amélioration de la sécurité nationale. La croissance économique est soutenue, les partenaires internationaux maintiennent leur appui, et les élections de 2024 se déroulent dans un climat de paix, ouvrant la voie à une stabilité politique renforcée.

8.1.2. Scénario 2 : Divergence et Tensions Accrues

Le deuxième scénario envisage une divergence entre les objectifs affichés et les réalisations. Malgré les annonces de réformes, les dépenses de fonctionnement continuent de grignoter une part disproportionnée du budget au détriment des investissements en capital, entravant le développement des infrastructures essentielles (Banque Mondiale, 2023). L'efficacité des dépenses en sécurité est remise en question, avec des résultats mitigés sur la réduction de l'insécurité et des conflits. La tension politique augmente à l'approche des élections, exacerbée par une déception populaire face à la lenteur des progrès en matière de développement socio-économique. Les partenaires internationaux, préoccupés par la soutenabilité de la dette et les risques de mauvaise gestion, pourraient réduire leur soutien, exacerbant ainsi les défis économiques du Mali.

8.1.3. Scénario 3 : Réorientation et Développement Socio-économique

Le troisième scénario postule une réorientation stratégique où le Mali, reconnaissant la nécessité d'un équilibre entre sécurité et développement, réajuste son approche budgétaire. Les dépenses de défense sont maintenues à un niveau nécessaire pour assurer la sécurité mais sont

accompagnées par une augmentation substantielle des investissements dans le capital humain et l'infrastructure (Mankiw, Romer, & Weil, 1992). Les gains en sécurité permettent la réouverture des écoles et l'accès aux soins de santé dans des régions précédemment touchées par les conflits. Le gouvernement met en œuvre des réformes structurelles pour accroître l'efficacité administrative et judiciaire, attirant ainsi des investissements et renforçant la croissance économique. Le Mali bénéficie d'un développement inclusif et durable, réduisant la pauvreté et améliorant les indicateurs sociaux.

Ces scénarii ne sont pas mutuellement exclusifs et pourraient se manifester simultanément sous différentes formes dans diverses régions du Mali. Ils offrent un cadre pour comprendre les potentiels chemins que le Mali pourrait emprunter en 2024, soulignant l'importance de la flexibilité dans la planification et l'exécution budgétaire face à une réalité dynamique et imprévisible.

8.2. Limites méthodologiques et contextuelles

La présente étude, axée sur l'impact des dépenses de défense et de sécurité du Mali sur les indicateurs de sécurité, est limitée par la taille restreinte de son échantillon et la brièveté de la période considérée, restreignant la généralisation des résultats. Les complexités des conflits et les dynamiques sécuritaires au Mali, influencées par des facteurs externes tels que les situations dans les pays voisins, rendent difficile l'interprétation des résultats. Un écart existe également entre les données quantitatives et la perception publique de l'efficacité des mesures de sécurité. Ces limitations méthodologiques et contextuelles exigent une interprétation prudente des résultats et soulignent la nécessité d'une approche holistique qui intègre les réalités sur le terrain, les dynamiques régionales complexes et les perceptions de la population pour une analyse efficace de la politique de sécurité et du développement socio-économique au Mali.

8.3. Perspectives

L'analyse du budget 2024 du Mali révèle des implications profondes tant au niveau régional qu'international. Régionalement, le Mali, acteur clé dans le Sahel, influence et est influencé par les dynamiques sécuritaires et économiques de ses voisins. Les stratégies budgétaires axées sur la sécurité pourraient servir de modèle pour d'autres nations du Sahel confrontées à des insurrections similaires (Smith, 1980; Taylor, 2008). La coopération transfrontalière en matière de sécurité, soutenue par des allocations budgétaires appropriées, est cruciale pour aborder les défis de sécurité partagés dans la région (Union Africaine, 2023).

Internationalement, le budget du Mali attire l'attention des partenaires de développement et des organisations internationales. Les décisions budgétaires du Mali en matière de défense et de

développement socio-économique sont étroitement surveillées par des entités telles que le FMI et la Banque Mondiale, car elles influencent l'aide et les investissements étrangers (FMI, 2023; Banque Mondiale, 2023). De plus, les stratégies de financement du Mali pourraient influencer les politiques internationales en matière d'aide au développement et de sécurité, notamment dans le contexte de l'instabilité croissante dans la région du Sahel.

Ces perspectives soulignent l'importance d'une approche holistique et coopérative pour traiter les enjeux de sécurité et de développement. Le Mali, en équilibrant ses priorités budgétaires, peut non seulement renforcer sa stabilité interne, mais aussi contribuer à la stabilité régionale et attirer un soutien international stratégique.

9. Conclusion :

L'étude « *Sécurité ou Développement ? : Un dilemme budgétaire dans le contexte des élections de 2024 et de la pression internationale* » a minutieusement examiné la complexité de la gestion budgétaire du Mali, un pays tiraillé entre des exigences sécuritaires et le besoin impérieux de développement socio-économique, dans un cadre défini par des crises multiples et des pressions internationales. Notre analyse a cherché à comprendre si le Mali parvenait à rationaliser ses dépenses étatiques tout en équilibrant les impératifs sécuritaires avec les nécessités du développement socio-économique, sous l'influence de facteurs externes variés.

La première hypothèse suggérait que la rationalisation des dépenses de l'État pourrait améliorer l'allocation des ressources et renforcer la gouvernance économique. Les résultats ont révélé une certaine efficacité dans cette direction, en ligne avec les théories d'Alesina et Perotti (1997), bien que l'optimisation complète de cette efficacité budgétaire demeure un objectif à atteindre. Cette validation partielle indique que, malgré les progrès, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour une gouvernance économique pleinement efficiente.

En ce qui concerne la deuxième hypothèse sur l'impact des dépenses de défense et de sécurité sur le développement économique et social, nos résultats indiquent une relation plus nuancée. Bien que les investissements dans la sécurité soient importants, leur effet direct sur le développement socio-économique reste incertain. Ce constat est conforme aux analyses de Barro (1990), qui souligne la complexité des relations entre les dépenses gouvernementales et le développement. Cette observation souligne l'importance d'un équilibre entre les dépenses de sécurité et les investissements dans le développement, pour favoriser une croissance durable.

La troisième hypothèse envisageait que les économies réalisées dans certaines branches administratives pourraient être réallouées vers des investissements de développement essentiels. La présente hypothèse est confirmée de manière partielle : il est observable que

certaines ressources financières ont été réorientées en direction de projets à vocation de développement, toutefois, l'étendue de ce redéploiement financier demeure modeste. Cette observation corrobore en partie les postulats énoncés par Mankiw, Romer et Weil (1992) relatifs à la primauté de l'investissement dans le capital humain et les infrastructures essentielles. Cependant, elle met en exergue la nécessité d'une redistribution budgétaire d'ampleur plus marquée afin de générer un impact plus substantiel et durable sur le développement.

Quant à la quatrième hypothèse, sur la soutenabilité à long terme et l'équilibre entre les besoins en sécurité et le développement, les résultats montrent une approche prudente mais laissent la question de la durabilité ouverte. Cette situation reflète les préoccupations de Solow (1956) sur l'importance d'une croissance équilibrée et durable, indiquant que l'équilibre entre sécurité et développement reste un défi à relever.

En définitive, cette étude a partiellement validé les hypothèses de recherche, tout en révélant des complexités qui dépassent les modèles théoriques standards. Elle met en évidence la nécessité d'adapter les théories économiques à des contextes spécifiques dans la formulation des politiques budgétaires, particulièrement dans un contexte sécuritaire et économique aussi complexe que celui du Mali en 2024. L'augmentation des dépenses de défense et de sécurité, sans amélioration correspondante des indicateurs de sécurité, remet en question l'efficacité des stratégies de dépense actuelles et appelle à une approche intégrée qui embrasse à la fois la prévention des conflits et le développement socio-économique. Cette recherche contribue de manière significative à la compréhension de la gestion fiscale dans les pays en développement et en transition, offrant des perspectives pour des recherches futures axées sur l'efficacité des dépenses publiques dans des contextes sécuritaires complexes.

Cette étude contribue de manière significative à la compréhension des défis et des stratégies budgétaires dans un contexte de pays en développement confronté à des enjeux de sécurité et de développement socio-économique (Mankiw, Romer, & Weil, 1992). Elle offre un aperçu détaillé de la façon dont les politiques budgétaires peuvent être orientées pour équilibrer les besoins immédiats de sécurité avec les objectifs à long terme de développement socio-économique (Barro, 1990), fournissant ainsi un cadre utile pour les décideurs et les chercheurs intéressés par la gouvernance économique et la sécurité en Afrique subsaharienne.

10. Références

- AUGé Axel, « *Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique subsaharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire* », *Afrique contemporaine*, 2006/2 (n° 218), p. 49-67.
- Alesina, A., & Perotti, R. (1997). Fiscal Adjustments in OECD Countries: Composition and Macroeconomic Effects. *IMF Staff Papers*, 44(2), 210-248.
- Aschauer, D. A. (1989). Is Public Expenditure Productive? *Journal of Monetary Economics*, 23(2), 177-200.
- Banque Mondiale. (2023). *World Development Report 2023 : Note de Présentation sur le Mali*, 18-24.
- Barro, R. J. (1989). A Cross-Country Study of Growth, Saving, and Government. *National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 2855*.
- Barro, R. J. (1990). Government Spending in a Simple Model of Endogeneous Growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.
- Brown, G. (2010). Military Technology and Development. *Journal of Military Engineering*, 22(4), 443-455.
- Collier, P. (1999). Doing Well out of War: An Economic Perspective. In M. Berdal & D. Malone (Eds.), *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars* (pp. 91-111). Lynne Rienner Publishers.
- Diallo, S.S. (2022). Dette Publique et Investissement au Mali. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 3(1), 99-119.
- Dunne, J. P., & Uye, M. (2010). Military Spending and Development. In R. Altmann & U. Jäger (Eds.), *The Militarization of the World* (pp. 15-34). Springer.
- Heller, P. S. (2005). Understanding Fiscal Space. *IMF Policy Discussion Paper*, PDP/05/4.
- James, G., Witten, D., Hastie, T., & Tibshirani, R. (2013). An Introduction to Statistical Learning. Springer. 14-24.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2009). Governance Matters VIII: Aggregate and Individual Governance Indicators 1996-2008. *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 4978.
- Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A Contribution to the Empirics of Economic Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 107(2), 407-437.
- Ministère de l'Économie et des Finances du Mali. (2021), (2022), (2023). . Rapport Trimestriel d'exécution du Budget de l'État du Mali.

- Malilink. (2023). Base de données de Suivi des Incidents sécuritaires de 2015 à 2023.
- Nations Unies (ONU). (2019), (2020) (2021), (2022), (2023). Rapports du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation politique, économique et sécuritaire du Mali
- Projet de Loi de Finances. (2024). Ministère de l'Économie et des Finances du Mali.
- Seabold, S., & Perktold, J. (2010). Statsmodels: Econometric and Statistical Modeling with Python. *Proceedings of the 9th Python in Science Conference*.
- SIDIBE, M., & THERA, S. (2021). Le budget-programme: qu'en est-il au Mali? *Cas des départements ministériels*. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 4(3), (Juil 2021).
- Sissoko. E.F., (2023). *Défis Sécuritaires et accès aux services sociaux de base dans les régions du centre du Mali: Cas de la région de Ségou*, Éditions Universitaires Européennes (2023). 17-22
- Sissoko, E.F., (2023). Défis Sécuritaires et accès aux services sociaux de base dans les régions du centre du Mali : Cas de la région de Mopti, *Revue Française d'économie et de Gestion*, (4)(12), 106-133.
- Sissoko, E.F., (2023). Propagande, Agitation, Harcèlement, la communication Gouvernementale sous la Transition de 2020. *Les Éditions Harmattan*, 114-134.
- Sissoko, E.F., et al. (2021). Sauvegarder les intérêts nationaux en Afrique: une étude des menaces économiques et de leurs implications sur la souveraineté des états africains. Paris, France: L'Harmattan. 37-42
- SISSOKO. E.F. & K. DEMBELE. (2023) «ANALYSE DES CONSEQUENCES DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DE LA CEDEAO EN 2022 : Examens de l'endettement et de la stabilité macroéconomique du Mali, *Revue Française d'Économie et de Gestion*, (4) (12)165 - 182.
- SISSOKO, E.F. (2023). Les dynamiques du secteur privé malien : Les défis de la création, du développement et du financement des entreprises. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*. 6, 4 (Nov. 2023).
- Smith. (1980). *Military Economics: The Interaction of Power and Money*. New York: Palgrave Macmillan.
- Solow, R. M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.
- Taylor. (2008). *National Defense Budgeting and Financial Management: Policy & Practice*. Praeger Security International. 17-24.
- Williams. (2005). *Defense Management: Efficiency and Effectiveness*. Military Studies Press.

Wooldridge, J. M. (2015). *Introductory Econometrics: A Modern Approach*. Cengage Learning.
 Stefan Leiderer et Peter Wolff, (2007), *Gestion des finances publiques : une contribution à la bonne gouvernance financière*, p. 175-195, <https://doi.org/10.4000/aspd.142>

11. Annexes :

Tableau 4 : Résultat de la première Régression Simple

Variables	Coefficients	Erreur-Standard	T-Statistique	P-Value	Intervalle de Confiance 95%
Constante	8299,1682	4487,762	1,849	0.206	-11 000 à 27600
Dépense en % du Budget	-941,3404	584,741	-1.610	0.249	-3457,285 à 1574,5286
Dépenses Sécurité en % du Budget	673,2526	392,251	1.716	0.228	-1014.467 à

Sources : Sortie estimations sous Python

Tableau 5 : Régression de la Dépense de Défense sur les Morts Totals

Variable	Coefficient	Erreur Standard	t-statistique	P-valeur	Intervalles de Confiance (95%)
Constante	1501.2024	2709.626	0.554	0.618	-7122.037 à 10122.442
Dépense Défense (% budget)	18.7935	218.635	0.086	0.937	-677.001 à 714.588

R-squared : 0.002 ; Adj. R-squared : -0.330; F-statistic : 0.007389; Prob (F-statistic); 0.937

Tableau 6 : Régression de la Dépense de Sécurité sur les Morts Totals

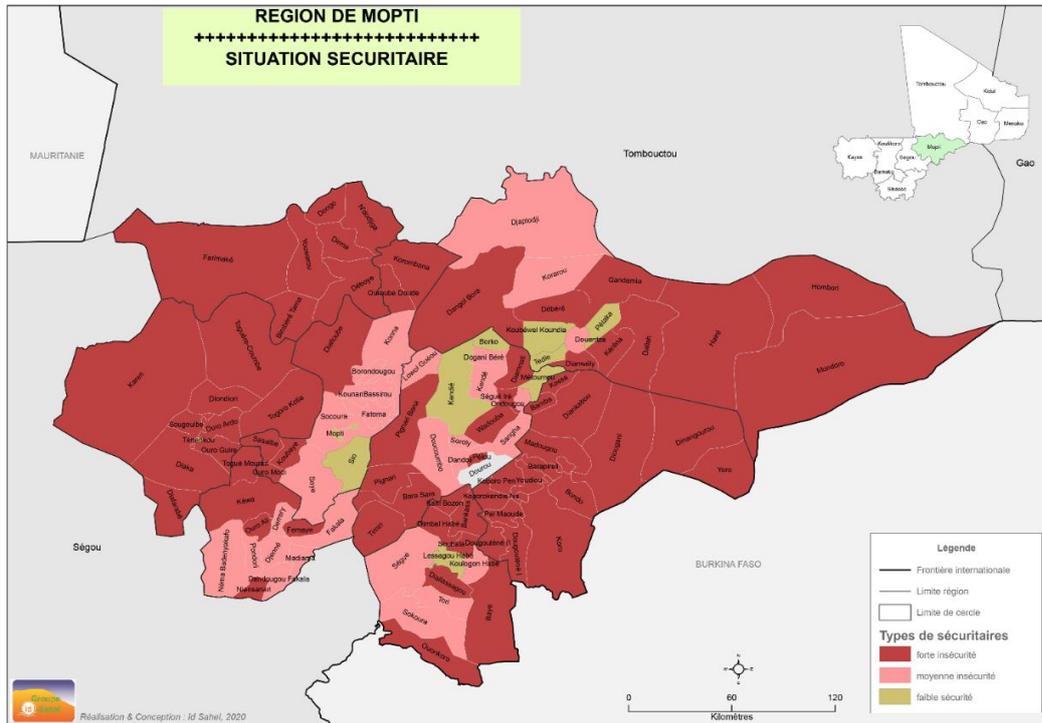
Variable	Coefficient	Erreur Standard	t-statistique	P-valeur	Intervalles de Confiance (95%)
Constante	1217.4346	1098.896	1.108	0.349	-2279.744 à 4714.613
Dépense Sécurité (% budget)	69.1507	141.312	0.489	0.658	-380.567 à 518.869

Sources : Sortie estimations sous Python

R-squared: 0.074; Adj. R-squared : -0.235; F-statistic : ** 0.2395; Prob (F-statistic) : 0.658

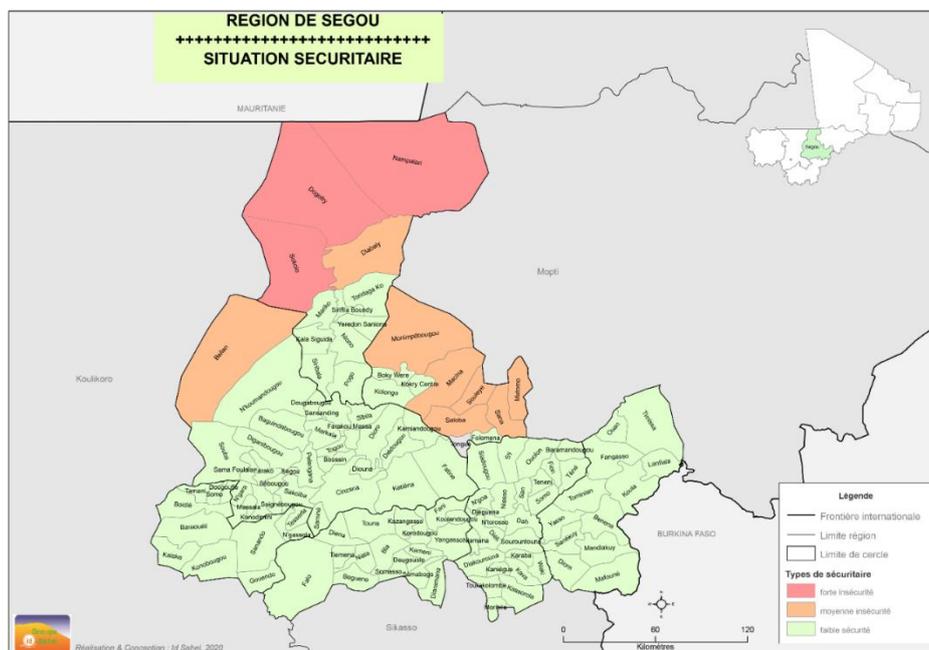
Ces tableaux montrent que ni les dépenses de défense ni celles de sécurité, en pourcentage du budget total, ne sont statistiquement significatives pour expliquer les variations dans le nombre total de morts au Mali sur la période étudiée.

Figure 1 : Situation sécuritaire de la région de Mopti



Source : SISSOKO, E.F., juin 2023

Figure : Situation sécuritaire de la région de Ségou 2020



Source : SISSOKO, E.F., juin 2023